

## Nouveaux droits et revenu :

# Pour combattre la précarité



La Droite ne cesse depuis des années d'opposer chômeurs, suspectés d'être fraudeurs, et salariés. Sarkozy lors de la campagne présidentielle a dénoncé les "assistés". Et cela a marché. Pourtant salariés ou chômeurs subissent la même régression imposée par le MEDEF avec la complicité de l'Etat.

La fusion de l'ANPE et de l'UNEDIC répond à deux objectifs:

- des réductions d'effectifs dans chacun de ces organismes
- une pression accrue sur les chômeurs en vue d'un retour à l'emploi quelles qu'en soient les conditions, en regroupant dans un seul organisme la recherche d'emploi (Anpe) et l'indemnisation (Unedic).

De nombreuses mesures vont dans le même sens, celui de la pression sur les chômeurs :

- radiations
- période d'essai prolongée à 3 mois
- stages payés au rabais
- tentative d'imposer le RMA aux sans emploi.

Objectif : une main d'œuvre soumise et bon marché. Comment s'étonner dès lors que le SMIC devienne le salaire médian !

Il faut déserrer l'étau de la précarité, c'est l'affaire des précaires mais aussi de l'ensemble du monde du travail.

- Mettre fin aux temps partiels

imposés aux travailleurs, et plus encore aux travailleuses

- Augmenter les minima sociaux de manière significative.

- Rétribuer les stages sur la base du SMIC.

En Allemagne, sous la pression des syndicats, la déconstruction du système de pénalisation des chômeurs et de réduction des prestations a commencé.

Sarkozy prône l'amélioration du pouvoir d'achat par la remise en cause des droits et des acquis sociaux. La réponse est la poursuite du processus de réduction du temps de travail et la conquête de nouveaux droits: elle ne sera possible que par une nouvelle répartition des richesses.

Les Alternatifs soutiennent la proposition de Sécurité Sociale Professionnelle, prise en charge par les patrons, qui maintiendrait les droits et revenus des licenciés en période d'attente de retour à l'emploi.

Cette garantie de revenu est aussi indispensable pour ceux qui n'ont pas pu accéder à l'emploi.

Pour riposter à la destruction du code du travail, au recul de nos droits, à la précarisation et à une misère qui s'accroît il n'y aura pas d'autre réponse qu'une mobilisation d'ensemble, chômeurs, précaires, salariés. ■

## Nouveaux droits et revenu :

# Pour combattre la précarité



La Droite ne cesse depuis des années d'opposer chômeurs, suspectés d'être fraudeurs, et salariés. Sarkozy lors de la campagne présidentielle a dénoncé les "assistés". Et cela a marché. Pourtant salariés ou chômeurs subissent la même régression imposée par le MEDEF avec la complicité de l'Etat.

La fusion de l'ANPE et de l'UNEDIC répond à deux objectifs:

- des réductions d'effectifs dans chacun de ces organismes
- une pression accrue sur les chômeurs en vue d'un retour à l'emploi quelles qu'en soient les conditions, en regroupant dans un seul organisme la recherche d'emploi (Anpe) et l'indemnisation (Unedic).

De nombreuses mesures vont dans le même sens, celui de la pression sur les chômeurs :

- radiations
- période d'essai prolongée à 3 mois
- stages payés au rabais
- tentative d'imposer le RMA aux sans emploi.

Objectif : une main d'œuvre soumise et bon marché. Comment s'étonner dès lors que le SMIC devienne le salaire médian !

Il faut déserrer l'étau de la précarité, c'est l'affaire des précaires mais aussi de l'ensemble du monde du travail.

- Mettre fin aux temps partiels

imposés aux travailleurs, et plus encore aux travailleuses

- Augmenter les minima sociaux de manière significative.

- Rétribuer les stages sur la base du SMIC.

En Allemagne, sous la pression des syndicats, la déconstruction du système de pénalisation des chômeurs et de réduction des prestations a commencé.

Sarkozy prône l'amélioration du pouvoir d'achat par la remise en cause des droits et des acquis sociaux. La réponse est la poursuite du processus de réduction du temps de travail et la conquête de nouveaux droits: elle ne sera possible que par une nouvelle répartition des richesses.

Les Alternatifs soutiennent la proposition de Sécurité Sociale Professionnelle, prise en charge par les patrons, qui maintiendrait les droits et revenus des licenciés en période d'attente de retour à l'emploi.

Cette garantie de revenu est aussi indispensable pour ceux qui n'ont pas pu accéder à l'emploi.

Pour riposter à la destruction du code du travail, au recul de nos droits, à la précarisation et à une misère qui s'accroît il n'y aura pas d'autre réponse qu'une mobilisation d'ensemble, chômeurs, précaires, salariés. ■



[www.alternatifs.org](http://www.alternatifs.org)



[www.alternatifs.org](http://www.alternatifs.org)